

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Franck Petit : Gérer et anticiper la modification du contrat de travail.

DOCUMENT

Voir notamment

Yves Cormillot : Nombres d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Action syndicale dans l'intérêt collectif de la profession – Une action en défense de la légalité mais surtout de la conventionalité.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 10 février et 23 mars 2016 – Note Claire Gallon (p. 517)

Infirmière de santé au travail : une histoire banale de licenciement pour insuffisance professionnelle ?

Cour d'appel d'Amiens 30 mars 2016 - Note Nathalie Ferré (p. 526)

Travail maritime et droit communautaire de la protection des travailleurs en cas d'insolvabilité de l'employeur.

Cour de Justice de l'Union européenne 25 février 2016 – Note Alexandre Charbonneau (p. 532)

Permanence des fonctions durables de l'entreprise et éclatement juridique des titulaires : une opacité que les règles de transfert peinent à faire reculer.

Cour d'appel de Lyon 11 décembre 2015 – Note Arnaud Mazières (p. 537)



Doctrine

Gérer et anticiper la modification du contrat de travail par Franck Petit , Professeur à l'université d'Avignon et des pays de Vaucluse	483
---	-----

Document

Rencontre de la délégation CGT au sujet de la loi <i>Travail</i>	492
Propositions remises par la CGT à la Ministre du travail et du dialogue social le 17 juin 2016	494
Comité des droits économiques, sociaux et culturels - Observations finales concernant le quatrième rapport périodique de la France	496
Nombres d'élus et d'heures de mission avec une délégation unique du personnel et avec une instance de regroupement par Yves Cormillot , Expert auprès des comités d'entreprise	505

Jurisprudence

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Action en justice – Recevabilité de l'action syndicale – Atteinte à l'intérêt collectif de la profession – Caractérisation (deux espèces) – Violation des dispositions conventionnelles (première espèce) – Violation des dispositions légales (deuxième espèce).

Première espèce :

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 10 février 2016	517
---	-----

Deuxième espèce :

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 23 mars 2016	517
--	-----

Note Claire Gallon , Avocate au Barreau de Paris	518
---	-----

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification judiciaire – Survenance du terme initial – Incidence (non) – Droit à un procès équitable (art. 6-1 CEDH) – Exécution de la décision – Nullité de la rupture.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 2 mars 2016	520
---	-----

Note Myriam Castel , ATER, Chercheur à l'IRDEIC, Université Toulouse 1-Capitole	523
--	-----

CONTRAT DE TRAVAIL – Infirmière de santé au travail – Missions – Contenu – Responsabilité – 1° Tâches relevant des attributions du médecin du travail – Insuffisance professionnelle (non) – 2° Fautes – Erreur ne pouvant constituer une cause de licenciement.

COUR D'APPEL D'AMIENS (5^{ème} Ch. Soc.) 30 mars 2016	526
--	-----

Note Nathalie Ferré , Professeur à l'Université de Paris-13	530
--	-----

CONTRAT DE TRAVAIL – Période d'essai – Durée – Renouvellement – Détermination – Convention collective antérieure à la loi nouvelle – Stipulations plus favorables au salarié – Application immédiate de la loi nouvelle.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 31 mars 2016	531
--	-----

Note Karim Hamoudi , Avocat au Barreau de Paris	531
--	-----

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Protection du salaire (Directive 80/987) – Marins – Abandon à l'étranger – Employeur établi dans un pays tiers – Exclusion du champ d'application de la directive (non) – Législation interne restrictive – Action en manquement.

CJUE 25 février 2016	532
-----------------------------------	-----

Note Alexandre Charbonneau , Maître de conférences à l'Université de Bordeaux	532
--	-----

TRANSFERT D'ENTREPRISE – Restauration collective d'un centre de rétention – Sous-traitance de marché public – Succession de titulaires et éclatement des sous-traitants – Refus de reprendre un salarié à temps partiel – Dispositif de transfert conventionnel non applicable – Transfert légal malgré l'éclatement des prestations entre différentes sociétés – Proposition de reclassement de l'employeur sortant avec modification du contrat de travail – Refus du salarié – Licenciement pour faute grave – Action en résiliation judiciaire – Transfert de plein droit – Réintégration sous astreinte dans l'entreprise entrante.

COUR D'APPEL DE LYON (Ch. Soc. B) 11 décembre 2015	537
Note Arnaud Mazières	542

QUELLE(S) PROTECTION(S) SOCIALE(S) POUR DEMAIN ?

Michel Borgetto, Anne-Sophie Ginon, Frédéric Guiomard (dir.)



Dalloz coll. Thèmes & commentaires
ISBN : 978-2-247-16087-7 - 386 pages – 2016 – 55 euros

Les 4 et 19 octobre 1945, deux ordonnances posaient les fondations de la Sécurité sociale française. Érigés en véritables mythes fondateurs de notre système global de protection, ces textes ont déjà été réformés à de multiples reprises, tant pour adapter les structures institutionnelles que pour réaménager les garanties ou les principes de prise en charge.

Aujourd'hui, les évolutions sociales, les mutations des solidarités et la montée des préoccupations économiques et gestionnaires conduisent à s'interroger à la fois sur les logiques, les principes, les techniques et les régulations qui sous-tendent et irriguent ce système.

À l'occasion de la célébration des 70 ans de la Sécurité sociale, des universitaires et chercheurs issus de différents pays (France, Allemagne, Suisse, Japon...) et de différentes disciplines (droit, sciences économiques, sciences politiques, sociologie...) ainsi que différents acteurs de la protection sociale ont entrepris de réfléchir en commun à l'avenir d'un ensemble pluriel de protections conjuguées, dans des proportions sujettes à discussion, assistance, assurance et prévoyance.

Connectez-vous au site du Droit Ouvrier, vous y trouverez de nombreux renseignements utiles :
articles en libre consultation, annonces de colloques et débats, etc.

<https://sites.google.com/site/droitouvrier>